

# Manifeste de la Politique d'Innovation en Afrique

V1.2

*Co-créé adopté à l' African Innovation Hub Convention*

*6-7 Mai 2018*

*Kigali, Rwanda*

## **L'Innovation au service d'une alliance des politiques économiques**

[i4policy.org](http://i4policy.org)

Nous sommes des innovateurs sociaux, des entrepreneurs, des espaces d'innovation et des startups en Afrique qui se sont réunis pour articuler et partager nos points de vue et nos recommandations pour des politiques qui, selon nous, accéléreront la transformation numérique et contribueront à un développement plus équitable, inclusif et durable de nos économies et sociétés. Les acteurs qui ont soussigné ce document sont prêts et disposés à s'engager stratégiquement auprès des décideurs pour faire avancer ce programme.

### **Éducation et R&D**

Reconnaissant que l'éducation est le facteur le plus critique pour accélérer l'innovation, la transformation numérique et socio-économique, nous recommandons aux gouvernements d'adopter au plus vite une approche à trois volets pour stimuler l'éducation à la R&D et à l'innovation sur le continent: investir dans la R&D, multiplier la R&D locale, co-créer des systèmes éducatifs et refondre le schéma curriculaire avec une large coalition de partenaires, tels que les laboratoires et les espaces civiques, mettre l'accent sur les outils d'apprentissage en ligne et une approche "Do-it-yourself", l'apprentissage pratique, l'expérimentation enrichissante, l'échec et la pensée critique, enseigner l'alphabétisation numérique et financière et les compétences en logiciels.

Celles-ci peuvent et doivent être réalisées à travers un certain nombre d'approches:

- 1) allouer un pourcentage des budgets nationaux à diverses activités d'éducation à la recherche et au développement et à l'innovation, telles que nos engagements nationaux d'investir 1% du PIB en R & D;
- 2) établir des partenariats entre les laboratoires gouvernementaux, les universités et les organismes de réglementation;
- 3) soutenir l'acquisition des droits de propriété intellectuelle;
- 4) Soutenir la recherche multidisciplinaire;
- 5) inciter le secteur privé à développer des infrastructures numériques, telles que l'internet, le matériel et les équipements numériques pour le développement social;



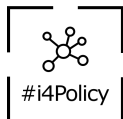
- 6) activer une plate-forme de partage nationale et panafricaine pour élaborer des stratégies nationales, conseiller et informer les gouvernements;
- 7) promouvoir la diversité et l'inclusion aux études mathématiques, scientifiques, techniques, d'arts et d'ingénieur (STEAM), en soutenant en particulier les groupes marginalisés tels que les femmes et les personnes handicapées;
- 8) établir des canaux d'innovation réalisables adaptés aux contextes de marché;
- 9) développer des partenariats stratégiques avec différents acteurs de l'écosystème pour co-créeer des programmes d'études;
- 10) continuer à mettre l'accent sur les arts, la culture et les sciences humaines, qui restent tout aussi importants pour permettre aux citoyens de conduire la transformation numérique du continent que l'accent mis actuellement sur l'éducation en sciences, technologie, ingénierie, arts et mathématiques. (STEAM)

### **Espaces pluridisciplinaires publics**

Nous recommandons que les gouvernements investissent dans les espaces publics, et suppriment les restrictions pour les citoyens divers afin de rassembler et de discuter des questions pertinentes sur le plan social et commercial et de favoriser la co-créeation de solutions.

Lorsque les gouvernements investissent dans les espaces civiques, il est essentiel qu'ils n'évincent pas les autres parties prenantes en imposant des paramètres basés sur les revenus qui empêchent l'émergence de nouvelles idées et de nouvelles relations. Autant que possible, les gouvernements doivent établir des partenariats avec des groupes et des organisations locales et communautaires crédibles et fiables, tels que des hubs et des laboratoires, pour favoriser l'innovation ascendante, l'apprentissage mutuel, l'échange et la sérendipité. Ces partenaires devraient être impliqués de la conception ou la refonte (dans le cas des espaces existants) jusqu'à la réalisation. Grâce à cette approche, les différents partenaires reconnaîtront la valeur qu'ils apportent chacun et il y aura de la transparence sur la valeur gagnant-gagnant créée.

Pour renforcer nos économies, nous devons également renforcer nos espaces publics pour le partage d'idées, l'expression créative, l'échange culturel et la sérendipité. Les espaces civiques - allant des bibliothèques et des parcs aux musées, en passant par les salles de spectacles et les pépinières d'entreprises - sont les catalyseurs de la naissance et de la promotion de l'économie créative et sociale. Les innovations socialement pertinentes ont besoin de temps et d'espace et la convergence de diverses idées, opinions, perspectives, expériences et compétences pour émerger. Une fois ce processus terminé, des résultats clairs, y compris les rôles et les responsabilités de toutes les parties prenantes, seront obtenus d'un commun accord. L'un des avantages est que non seulement cela contribue indirectement à divers niveaux de l'économie, mais permet directement aux partis de créer



leur propre écosystème économique. En fin de compte, ceci est en ligne avec les objectifs de développement durable (ODD) Numéro 9 (industrie, innovation et infrastructure) et le Numéro 17 (partenariat pour atteindre l'objectif).

### **Infrastructure Numérique**

Il existe de nombreux domaines dans lesquels l'infrastructure numérique peut être intégrée pour réaliser les économies d'échelle nécessaires pour réduire le coût de l'accès à Internet et augmenter la quantité de contenu hébergé en Afrique pour réduire la dépendance aux connexions internationales et leurs coûts associés. En particulier, les gouvernements doivent encourager la propriété partagée de l'infrastructure de la fibre, à l'échelle nationale et régionale.

En outre, nous implorons les gouvernements d'accorder des exonérations fiscales pour l'importation et la production locale de matériel TIC et de hardware pour faciliter l'accès de ces biens et services aux entrepreneurs. En outre, le gouvernement doit fournir des exonérations fiscales pour les investissements dans l'infrastructure numérique afin de réduire les coûts de détail payés par les consommateurs. En échange, les organismes de réglementation gouvernementaux assureront une surveillance indépendante des fournisseurs de services Internet afin d'améliorer la transparence de leur modèle de frais d'accès et de lutter contre les pratiques monopolistiques qui entraînent des frais excessifs sur de nombreux marchés.

La communauté de l'innovation encourage les acteurs publics, privés, multilatéraux et de la société civile à fournir des fonds pour l'acquisition d'équipements TIC, afin de soutenir les centres d'innovation communautaires en tant qu'espaces sécurisés permettant aux femmes et aux jeunes d'accéder à Internet. De plus, nous encourageons la création de portails de données ouverts et de subventions Internet pour les centres d'innovation communautaires, les centres d'innovation et les établissements d'enseignement.

Nous implorons les gouvernements d'adopter la Déclaration africaine sur les droits et libertés de l'Internet, afin de véritablement libérer le potentiel d'Internet pour le changement transformationnel et la mobilité sociale. En outre, nous encourageons les gouvernements à aller plus loin et à créer des forums de parties prenantes pour faciliter le dialogue avec les citoyens avant d'adopter des lois qui pourraient entraver la liberté d'expression ou la vie privée.

Nous saluons le leadership du Secrétariat Smart Africa pour avoir fait des progrès audacieux dans l'intégration panafricaine, notamment par l'élimination des frais d'itinérance dans les pays membres de Smart Africa.



## **Immatriculation d'entreprise**

Afin de libérer le potentiel des citoyens à fournir de nouvelles solutions et de nouveaux services, il est impératif que les obstacles à l'enregistrement et à la fermeture des entreprises soient réduits. L'enregistrement des entreprises doit être disponible en ligne et les coûts - financiers et transactionnels - doivent être réduits pour élargir l'accès et la disponibilité. D'un autre côté, nous recommandons d'unifier le processus d'enregistrement, pour toutes les obligations légales.

Les nouveaux propriétaires d'entreprise doivent également recevoir une liste complète de leurs obligations de conformité réglementaire, ainsi qu'un soutien juridique durant le processus d'enregistrement. De plus, la fermeture d'entreprises et la déclaration de faillite doivent être assouplies et décriminalisées afin de donner aux entrepreneurs l'occasion d'essayer à nouveau. Ces processus doivent également impliquer les retours des citoyens pour s'assurer que les services sont améliorés, inclusifs et adaptés.

## **Finance pour l'innovation et l'entrepreneuriat**

Les gouvernements et les politiques publiques ont un rôle important à jouer pour relever les défis financiers qui entravent l'innovation et doivent travailler à réduire l'incertitude et les risques associés au financement des innovateurs.

Nous recommandons une approche à trois volets, ciblant chaque partie prenante clé:

Entrepreneurs:

Reconnaissant que le renforcement des capacités est essentiel au développement des affaires et à la collecte de fonds, nous recommandons le soutien aux organisations et institutions qui offrent une formation financière et un mentorat aux entrepreneurs, tels que les centres d'innovation communautaires. Il est important que les entrepreneurs disposent d'informations claires et précises pour accéder aux subventions, au capital-risque, aux fonds de capital-investissement, aux prêts et à l'innovation du gouvernement et aux fonds des PME. En outre, nous encourageons le suivi et le reporting de la collecte de fonds pour l'innovation et l'entrepreneuriat afin d'encourager le partage des réussites et des meilleures pratiques.

Organismes d'appui (ONG, entreprises, institutions multilatérales, institutions financières et investisseurs providentiels):

Nous encourageons les entreprises à investir dans l'accélération des jeunes entreprises grâce à l'innovation ouverte. Nous recommandons des taux d'intérêt plus bas pour les entrepreneurs. Nous recommandons la mise en place de mesures incitatives, de la formation et un soutien supplémentaire pour les investisseurs providentiels afin de débloquer des fonds pour la phase d'amorçage et de pré-amorçage pour les entreprises en



phase de développement de produit. De plus, nous encourageons les bailleurs de fonds à élargir les paramètres de S & E pour évaluer et classer les impacts par ordre de priorité. Nous recommandons que les bailleurs de fonds soient encouragés à créer des stratégies de sortie plus courtes et plus simples, par rapport aux stratégies existantes.

Gouvernements:

Les gouvernements doivent mettre en place des mesures d'incitation pour les investisseurs providentiels, les fonds de capital-investissement, le capital-risque, les entreprises et les institutions financières traditionnelles afin d'augmenter le fonds de roulement et le capital d'investissement pour les start-ups. De plus, les gouvernements devraient établir des mécanismes de financement pour les pôles d'innovation communautaires. Nous encourageons vivement les gouvernements à mettre en place des mécanismes d'innovation pour l'achat et à faciliter l'accès des entrepreneurs et des centres d'innovation aux appels d'offres publics.

Dans l'ensemble, nous croyons qu'il incombe aux gouvernements de fournir un environnement durable et convivial pour les investissements.

### **Marchés locaux et panafricains**

Nous recommandons des améliorations dans les procédures de passation des marchés publics et l'assouplissement du commerce panafricain. Les budgets gouvernementaux peuvent être utilisés pour stimuler les entreprises locales, la recherche et le développement, et la création d'emplois. En outre, l'amélioration de l'accès au marché pour les entreprises africaines doit être traitée de concert par les gouvernements africains. Les coûts de transaction du commerce diminueront à mesure que les niveaux commerciaux augmenteront, et vice versa.

Les gouvernements doivent également évaluer comment faciliter la mobilité des personnes, ainsi que des biens et services. Des régimes de visas prohibitifs aux infrastructures intra-continentales pauvres, la population de l'Afrique est incapable de se déplacer librement sur son propre continent. Cela empêche l'acquisition et l'échange de perspectives, de compétences, de réseaux et d'accès pour faire évoluer leurs entreprises et leurs idées. Nous implorons fortement les gouvernements à faciliter la mobilité des Africains en Afrique.

Pour atteindre nos objectifs communs de développement inclusif et de transformation numérique, nous croyons que les communautés d'innovation et les gouvernements doivent travailler en collaboration pour 1) soutenir les PME locales et africaines; 2) accroître l'accès aux informations vitales, telles que la conformité réglementaire nationale et transfrontalière; 3) établir des lois d'investissement claires et transparentes; 4) faciliter la mobilité des personnes à travers le continent; 5) supprimer les obstacles aux transactions financières transfrontalières; 6) assouplir les restrictions au commerce intra-africain; 7)



assurer l'inclusion et la diversité tout au long du processus; et 8) garantir une gouvernance, une consultation et une application efficaces des politiques existantes et nouvelles.

### **Droits de propriété intellectuelle**

Les processus relatifs aux droits de propriété intellectuelle sont coûteux et prennent du temps; l'enregistrement des marques et des inventions industrielles prend jusqu'à un an ou plus pour certains pays, tandis que les organismes d'application des lois du gouvernement sont laxistes en ce qui concerne les faussaires et les contrefacteurs de propriété intellectuelle.

Reconnaissant que les droits de propriété intellectuelle sont territoriaux, nous recommandons que l'Union africaine adopte une politique commune en matière de propriété intellectuelle. Les régimes de propriété intellectuelle doivent simplifier l'enregistrement, notamment en réduisant les coûts et la bureaucratie, en augmentant la transparence et en offrant aux startups une plus grande accessibilité pour enregistrer la propriété intellectuelle parallèlement à l'enregistrement simplifié des entreprises. Si les gouvernements africains peuvent adopter et appliquer un régime de propriété intellectuelle unifié, ils débloqueront l'innovation et élargiront les investissements dans la recherche et le développement. Nous implorons les pays de construire des portails ouverts pour la propriété intellectuelle, en fournissant des informations claires et transparentes sur l'accès et les procédures.

### **Système d'imposition**

Reconnaissant que les régimes fiscaux et l'administration actuels ne favorisent pas l'innovation et la croissance des entreprises sur le continent, nous recommandons un système simplifié d'enregistrement et de classement des taxes numériques dans un guichet unique gouvernemental par le biais de procédures de dépôt électronique et de taxes électroniques.

Il est important de prélever des taxes en fonction du stade de l'entreprise, allant de l'idéation au stade de croissance. Cela stimulera l'innovation, l'émergence de nouvelles industries et la R & D pour accroître le développement socio-économique. Fait important, les entreprises innovantes devraient bénéficier d'avantages fiscaux, de remises, de congés et d'autres formes de dédommagement pour les investissements, les importations, l'embauche et l'impôt sur les gains en capital.

Nous exhortons les gouvernements à mettre en œuvre des campagnes d'information fiscale proactives pour assurer une sensibilisation adéquate et la conformité parmi les



contribuables. De plus, les pénalités et les amendes devraient être conçues pour encourager et récompenser la conformité, et non pour détruire la croissance des entreprises face à des coûts de mise en conformité écrasants. Cela signifie que les nouvelles entreprises et les PME devraient avoir des pénalités plus faibles. En outre, les gouvernements devraient explorer d'autres mécanismes de règlement des différends, tels que l'amnistie contre les pénalités, les options de paiement échelonnées pour les défaillants et les facilités d'accès rapide pour l'arbitrage. Cela améliorerait la durabilité des entreprises, le redémarrage et l'innovation persistante.

Nous encourageons les gouvernements à offrir des incitatifs fiscaux pour l'emploi des jeunes. Les allocations de stage doivent être exonérées d'impôt pour les étudiants universitaires, et les entreprises peuvent bénéficier d'une exonération de charges sociales pour l'embauche de nouveaux employés et d'autres groupes défavorisés. Enfin, nous encourageons les gouvernements africains à considérer toutes les startups africaines comme des start-up locales.

**Nous, les leaders communautaires de l'innovation, sommes prêts à travailler avec les gouvernements, les organismes régionaux, la société civile, nos pairs de l'Alliance i4policy et d'autres partenaires pour mettre en œuvre ces recommandations.**

**Signataires:**

**RÉSEAUX DE HUBS GLOBAUX ET RÉGIONAUX**

Afrilabs (Anna Ekeledo)

Global Innovation Gathering (GIG; Vicy Wenzelmann)

Impact Hub Network (Emily Sheldon)

JokkoLabs (Karim Sy)

Meltwater Entrepreneurial School of Technology (MEST; Atawodi-Edun Neku)

rLabs (René Parker)

Womanity (Asmaa Guedira)

**RESEAUX DE HUBS NATIONAUX**

Network of Incubators and Innovators in Nigeria (Bankole Olaruntoba)

Tech and Business Hubs Network (TBHN), Ghana (Jorge Appiah)

**COMMUNAUTÉS D'HUBS D'INNOVATION**

**Benin:**

Blolab (Médard C. AGBAYAZON)

Jokkolabs (Karim Sy)

**Botswana:**

WoTech Botswana (Tiamele Cindy Melemo)

**Burkina Faso:**



AwZouLab – AfricaNumerik Community (Mamadou Wahabou Zoungo)

BeoogoLAB (Rouamba Mahamadi)

Jokkolabs (Karim Sy)

OuagaLab (Guiella wend n mi Gildas)

**Burundi:**

Impact Hub Bujumbura (Nadia Nintunze)

**Cameroun:**

ACTIVSPACES (Crescence Elodie Nguimbus Ninga)

Ecolia Labs (Yves Cedric NTSAMA)

Jokkolabs (Karim Sy)

**République Centrafricaine:**

Centrafrique Tech (Philippe Junior Sibiro)

**Côte d'Ivoire:**

Incub'Ivoire (Nafi Gueye)

Jokkolabs (Karim Sy)

**République Démocratique du Congo:**

Centre d'Innovation de Lubumbashi (Berry Numbi)

Kivu Hub (Eliud Aganze)

**Ethiopie:**

IceAddis (Markos Lemma)

**Gambie:**

Jokkolabs (Jaraitu Jallow)

Startup Incubator Gambia (David Jeng)

**Ghana:**

Ashesi D:Lab (Gordon Adomdza)

Hopin Academy (MacCarthy M. Mac-gbathy)

Impact Hub Accra (Will Senyo)

ISpace Foundation (Ozichukwu Nma Favour)

Kumasi Hive (Jorge Appiah)

Kumasi Hub (Emmanuel Sodji)

The Hatchery (Richard Amin)

Workshed Africa (Andrew Bimpong)

**Kenya:**

@iBizAfrica (Bernard Chiira)

Afralti (William Baraza)

Eldo Hub (Chepkemai Magdaline)

iHub (Sheila Birgen)

LakeHub (James Odede)

Lawyers Hub (Linda Bonyo)

Mashani Hub (Kakel Mbumb)

Mesozi Inc (Kusai Freitas)

Metta Africa (Esther Mwikali Muia)





Nailab Ltd (Josephine Mwangi)

SwahiliBox Hub (Aly Uweso Abubakar Salim)

**Libye:**

TEC - Tatweer Entrepreneurship Campus (Amir Neihoum)

Tech Impact (Kusai Freita)

**Madagascar:**

100startups.co (Vola Elodie Rabenivo)

**Malawi:**

Blantyre Entrepreneurs Hub (Dineo Mkwezalamba)

Limbe Entrepreneurs Hub (Dineo Mkwezalamba)

Zomba Entrepreneurs Hub (Dineo Mkwezalamba)

mHub (Vincent Kumwenda)

**Mali:**

Impact Hub Bamako (Issam Chleuh)

Jokkolabs (Karim Sy)

**Mauritanie:**

JCCM iLab (Mariem Wone)

**Maroc:**

Jokkolabs (Karim Sy)

Le Wagon (Hanae Bezad)

**Mozambique:**

Ideario Lab (Alfredo Cuanda)

**Niger:**

CIPMEN (Zakaria Elhadj Mamouda)

L'Oasis (Rabiatou HAROUNA MOUSSA)

**Nigeria:**

Civic Innovation Lab (Kenneth Okonkwo)

Clean Technology Hub (Ifeoma Malp)

CoLab Innovation Hub (Joy Ajuluchukwu)

Enspire (Bankole Olaruntoba)

Harixm Solutions Hub (Ismail Haruna)

Impact Hub Lagos (Solape Hammond)

Innovation Growth Hub (Daniel Chinagozi)

Meltwater Entrepreneurial School of Technology - MEST (Neku Atawodi-Edun)

nHub (Theodore Longji)

Roothub Accelerator Systems Limited (Wejinya Gold)

Ventures Platform Hub (Michael John)

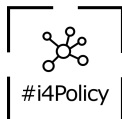
Wenovation Hub Initiative Ltd (Ahmed Umar)

**Rwanda:**

Impact Hub Kigali (Jon Stever)

**Sénégal:**

JokkoLabs (Karim Sy)



NASA Spaceapps Dakar - Kofi Sika LATZOO

**Somalie:**

iRise Hub (Awil Osman)

**Afrique du Sud:**

Impact Hub Johannesburg (Lana Lovasic)

rLabs Capetown (Rene Parker)

**Soudan du Sud:**

Junub Open Spaces-JOS (Emmanuel Lobijo Josto)

Platform Africa (Jackson Jambu John Soro)

**Soudan:**

249 Startups (Mutaz M. Nour)

Impact hub Khartoum (Waleed Mohamed Saidahmed Babiker)

**Tanzanie:**

Ennovate Hub (Francis Omorojie )

STICLab Tanzania Limited (Valerian Linus Sanga)

Tanzania Data Lab (Somoe Mkwachu)

**Tunisie:**

Cogite Working Space (Walid Hached)

**Tchad:**

Wenak Labs (Ali Hassane Abdisalam)

**Uganda:**

Hive CoLab (Lorna Twinomugisha)

MUBS Entrepreneurship Innovation and Incubation Centre (Sarah Kyejjusa)

Outbox (Richard Zulu)

Refugee Innovation Center (John Jal Dak)

TechBuzz Hub (Kenneth Twesigye)

The Innovation Village (Cynthia Olga Kiconco Muheki)

**Zambie:**

Bongo Hive (Lukonga Lindunda)

**Zimbabwe:**

B2C Coworking (Constantine Nyanzero)

Impact Hub Harare (Hope Antoinette Muchanyuka)

**SOUTIENS**

1000 Group Limited - Dieudonne DUSABIMANA

3Ecologias (Ricardo Luiz Freire)

Ampion (Fabian-Carlos Guhl)

ArtsinUganda (Frank Morris Matovu)

Association pour le Promotion de la Science Ouverte en Haïti et en Afrique (Anselme Mahutin Houessigbede)

Axian Group (Carole Rakotondrainibe)



Bankable (Kelechi Anyanwu Reginald)  
Burkina Faso Government (Venegda Bienvenue Kosbum)  
Business Botswana Youth Sector (Sethebe Manake)  
Chad Innovation Summit (Hamid Khayar Oumar Defallah)  
Codetrain (Richard Brandt)  
Community Innovation Initiative (Norbert Makano)  
Dzuka Africa (Dineo Mkwezalamba)  
Faith Works Rwanda (Pretty Magede)  
Green and Smart Africa (Idrissa Diatta)  
Institut de Recherche pour le Developpement (Helene Guehenneuc)  
Joint National Association of Persons with Disabilities (Rasak Adekoya)  
Kudra Social Innovation Lab, Turkey (Susan Long)  
Mobile Web Ghana - (Florence Toffa)  
Olaniwun Ajayi LP (Damilola Oyebayo)  
Online Hub Education Services (Ishola Adebayor Monsur)  
Root House (Kirenga Karengera)  
Solidarity Network for Young Congolese Entrepreneurs (Kakel Mbumb)  
Sustainable Development Solutions Network-Youth (Eric Nkinzingabo) - (Nigeria)  
Sustainable Development Solutions Network-Youth (Eric Nkinzingabo) - (Rwanda)  
University of Mines and Technology, Ghana (Simon Asare)  
Vilsquare MakerHub (Obasegun Ayodele)  
Viyola Foods (Olayinka Ayowole)  
YouthHubAfrica (Medupin Olusegun)

#### **AFFILIES**

African Innovation Foundation and Innovation Prize for Africa (Pauline Mujawamariya)  
JamaaFunding (Alpha Nury)  
Malaaka (Awa Sow ep. Ebion)